

DIAL 3480

COLOMBIE - Maritza Quiroz : première militante sociale assassinée en 2019

Colombia informa

jeudi 31 janvier 2019, mis en ligne par [Dial](#)

DIAL a déjà évoqué, dans les numéros de [septembre 2017](#) et [février 2018](#) l'augmentation, depuis la signature de l'Accord de paix, des attaques et des assassinats de défenseurs des droits humains et de militants sociaux dans les zones auparavant contrôlées par les FARC [1]. Cette situation continue et le nouveau gouvernement d'Iván Duque ne semble pas décidé à prendre des mesures pour tenter d'y mettre fin. Texte publié le dimanche 6 janvier par le site [Colombia informa](#).

L'histoire se répète. À l'aube du 6 janvier, des inconnus armés ont fait irruption dans une maison de la Vereda San Isidro, zone rurale de Bonda de la ville de Santa Marta, où se trouvait la militante sociale Maritza Quiroz Leiva. Ils l'ont froidement assassinée, alors que la Cour constitutionnelle avait demandé que sa vie soit protégée.

La militante paysanne Maritza Isabel Quiroz Leiva était membre de la Table de participation des victimes du district de la capitale du Magdalena, elle demandait la récupération de terres et en diverses occasions elle avait été victime du conflit armé, qui l'avait contrainte au déplacement forcé et à vivre la tragédie de l'assassinat de son mari à Palmor, Magdalena.



Les fusils ont éteint la lumière de la première femme militante sociale assassinée en ces premiers jours de l'année 2019. Quiroz était une femme dont on se souviendra pour son militantisme social en faveur des paysans des zones rurales du département de Magdalena. Cette mère de quatre enfants est la [sixième victime recensée des assassinats de militants sociaux](#) de cette année.

Maritza Quiroz Leyva a activement participé à la signature du pacte municipal à Santa Marta et, il y a quelques jours, au pacte régional qui a été signé à Valledupar les 19 et 20 décembre et concerne la zone de la Serranía del Perijá et la Sierra Nevada. Tout cela est en lien avec les Programmes de développement de portée territoriale (PDET) qui figurent dans les Accords de paix.

La Caraïbe colombienne a été un foyer de persécutions violentes contre cette population qui conduit divers processus sociaux pour la défense des droits humains et du territoire. Depuis le 24 novembre 2016,

date à laquelle a été signé l'accord de paix, et juillet 2018, selon Federico Giraldo, chercheur du Centre de recherche et d'éducation (Cinep), 31 responsables, hommes et femmes, ont été assassinés dans la région Caraïbe.

Face à ce panorama d'assassinats de militantes et militants sociaux, des voix s'élèvent pour reprocher au gouvernement de Duque son indifférence délibérée et son absence d'initiative pour apporter des solutions structurelles à cette situation qui s'est aggravée après la signature des Accords de paix.

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3480.**

- Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.

- Source (espagnol) : [Colombia informa](#), 6 janvier 2019.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] DIAL 3421 - « [COLOMBIE - Leaders sociaux sans protection](#) », 3440 - « [COLOMBIE - Leaders sociaux sans protection](#) ».